



SOCIÉTÉ

L'impossible reconquête du mois de juin

Entre l'organisation des examens et l'arrêt des notes, juin est quasiment « perdu » dans les collèges et lycées, selon les familles et les profs. Sa reconquête était pourtant une promesse de Blanquer.

THOMAS POUPEAU

« **BONNES VACANCES** madame ! À l'année prochaine... » Même pas ironique, la remarque est lancée par un lycéen de région parisienne à sa professeure de sciences économiques et sociales... ce lundi. Il ne la reverra plus avant septembre. Pourtant, le calendrier scolaire de l'Éducation nationale affiche, en guise de date officielle de fin d'année, le... 7 juillet. Entre des conseils de classe de plus en plus précoces, et des établissements mobilisés pour l'organisation des examens, nombre d'ados sont quasiment déjà en congés.

« Depuis quelques jours, ma fille est en vacances, ou presque : elle dort, elle se lève tard, elle lit et elle sort avec ses copines, qui sont dans la même situation », confirme Hanane, la maman de Donia, en 2^{de} dans un lycée de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Sa fille a bien essayé d'aller en cours « une fois ou deux » ces derniers temps, « mais c'était de la garderie », assure-t-elle.

Combien d'ados sont dans ce cas ? Pour Sophie Vénéitay, cosecraire générale du Snes-FSU, le principal syndicat enseignant du second degré, « c'est 30 à 40 % » des jeunes qui sont « démotivés » ou « absents », selon les remontées de différentes académies. Résultat, « juin est quasiment perdu en termes d'apprentissage », résume-t-elle. Dans le lycée de l'Essonne où elle travaille, « la fin des cours est le 11 juin, un mois avant la fin de l'année. D'ailleurs, on a prié les

enseignants de faire rendre les manuels... le 30 mai ! »

La philo et le grand oral programmés trop tôt

Ainsi, la « reconquête du mois de juin », éternel serpent de mer dans l'Éducation nationale, n'est donc pas pour cette fois. C'était pourtant l'une des promesses de la réforme du bac de Jean-Michel Blanquer, l'ex-ministre de l'Éducation nationale, qui assurait en 2019 que, grâce à elle, « le système ne serait pas paralysé par les examens ». Raté.

En cause, d'abord : le calendrier des examens, jugé trop précoce. Déjà, les épreuves de spécialité, passées en mai, sonnent le début de la fin pour les terminales. « Depuis, beaucoup sont chez eux à réviser la philo et le grand oral, ou à se... reposer », explique Coline, prof d'histoire-géo. Puis, le passage de ces deux épreuves (le 15 juin pour la philo, suivie, dès le 20, du grand oral) pétrifie la fin d'année – à commencer par les 3 000 établissements désignés centres d'examen qui doivent préparer les salles, mobiliser leur personnel, et prier leurs élèves de rentrer chez eux. Un casse-tête. « La réforme du bac a allégé le nombre d'épreuves terminales en installant 40 % de contrôle continu, mais la date de la philo est toujours mi-juin. Il aurait fallu la repousser d'une semaine à minima », juge Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNDPEN-Unsa, principal syndicat des proviseurs.

Autre élément qui réduit la

durée des cours : les conseils de classe des collégiens et des lycéens se tiennent ces jours-ci, pour laisser place aux procédures d'orientation et d'affectation (pour les 3^e) dans les lycées. « Quand vous n'avez plus la carotte du conseil de classe, comment mobiliser les élèves ? » interroge Bruno Bobkiewicz. « J'ai arrêté les notes fin mai pour remplir les bulletins avant le 29 mai, illustre Coline. Ces derniers jours, je sens que mes élèves ne sont plus vraiment là. » De quoi agacer les parents. Pour Hanane, « c'est du temps de classe de perdu alors qu'après le Covid, les confinements, l'hybride, nos enfants avaient besoin de cours, encore plus que d'habitude ! »

